



# COMITE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE

## Quarantième session

Rome (Italie), 7-11 octobre 2013

**LE POINT SUR LE PROCESSUS DE CONSULTATION MIS EN PLACE  
EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME D'ACTION EN  
FAVEUR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PAYS EN  
SITUATION DE CRISE PROLONGÉE**

## Table des matières

	Pages
I. CONTEXTE .....	2
II. RAPPORT DE SITUATION .....	3
A. Mesures immédiates .....	3
B. Processus d'élaboration d'un programme d'action .....	6
III. LA VOIE À SUIVRE.....	7

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*



mi022f

Le Comité:

- a) se dit satisfait des progrès réalisés à ce jour dans l'élaboration d'un programme d'action en faveur de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée;
- b) apprécie les efforts mis en œuvre en vue de l'exécution des trois mesures immédiates définies comme étant les domaines d'action prioritaires pour l'élaboration d'un tel programme;
- c) prend note de la mise à jour fournie dans le document CFS 2013/40/7 et approuve le calendrier proposé pour la voie à suivre telle que décrite au paragraphe 15.

## I. CONTEXTE

1. À sa trente-neuvième session, le Comité «...s'est félicité des travaux du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée et a accueilli avec satisfaction le rapport relatif aux débats et aux conclusions du Forum, tel que résumé dans le document CFS 2012/39/7. Plus particulièrement, le Comité:

- a) a pris acte de la gravité, des caractéristiques particulières et de la nature de l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée;
- b) a noté que les conclusions et les recommandations du Forum contribueront à orienter les mesures qui seront prises à l'avenir pour promouvoir la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée et dans les contextes de crise prolongée;
- c) a réitéré son soutien en faveur de la conduite d'un processus consultatif auprès de toutes les parties prenantes concernées, en vue de présenter au CSA, pour examen en séance plénière, un «programme d'action en faveur de la sécurité alimentaire dans les pays en situation de crise prolongée» qui reprenne, selon qu'il convient, les éléments fournis au paragraphe 28 du document CFS 2012/39/7;
- d) a demandé au Bureau du CSA de superviser, en consultation avec le Groupe consultatif et le Secrétariat, le processus d'élaboration d'un «programme d'action», conformément aux décisions prises par le Comité, à ses trente-sixième et trente-septième sessions;
- e) a appelé toutes les parties prenantes à prendre des mesures immédiates, constructives et cohérentes»<sup>1</sup>

2. Le document CFS 2012/39/7 recense un certain nombre de mesures éventuelles à envisager par les différentes parties prenantes. À la suite d'une consultation avec le Bureau du CSA et le Groupe consultatif, les mesures immédiates suivantes ont été considérées comme prioritaires:

- a) Étudier les possibilités de prise en compte systématique des problèmes liés à la sécurité alimentaire dans le «New Deal pour l'engagement dans les États fragiles du G7» (le «New Deal») et d'autres programmes et plans d'action, le cas échéant;
- b) Créer une plateforme de connaissances multipartite destinée au partage des enseignements tirés et des analyses relatifs à ce thème;
- c) Promouvoir le renforcement de la résilience, comme une activité centrale, dans certaines interventions de lutte contre l'insécurité alimentaire dans des situations de crise prolongée.

3. L'objectif du présent document est de fournir un résumé des activités menées depuis octobre 2012, et de faire le point à la fois des progrès réalisés dans le cadre des mesures immédiates mentionnées ci-dessus et du processus de consultation mis en place en vue de l'élaboration d'un programme d'action. Il propose en outre un calendrier actualisé des activités qui suivront la quarantième session du CSA.

<sup>1</sup> CFS 2012/39 Rapport final, par. 24.

## II. RAPPORT DE SITUATION

4. Un Comité directeur multipartite et un Groupe de soutien technique<sup>2</sup> ont été constitués pour aider aux préparatifs du Forum d'experts de haut niveau sur l'insécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée de septembre 2012. Après le Forum, les deux organes ont été élargis en vue de soutenir le programme d'action, tant dans son élaboration que dans la mise en œuvre des mesures immédiates.

5. Le rôle du Comité directeur est de guider la formulation d'un programme d'action et le travail du Groupe de soutien technique, qui fournit quant à lui des connaissances spécialisées sur des questions liées à l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées et apporte son concours au processus de rédaction.

### A. Mesures immédiates

6. Prise en compte systématique des problèmes liés à la sécurité alimentaire dans le «New Deal»:
- a) Le «New Deal» est un accord fondamental entre les États fragiles et leurs partenaires, qui modifie la politique et les pratiques en matière d'engagement. Les préoccupations liées à la sécurité alimentaire se reflètent dans les Objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, et plus particulièrement l'Objectif relatif aux Fondements économiques (Objectif n° 4), qui vise la création d'emploi et l'amélioration des moyens d'existence;
  - b) Depuis la fin de l'année 2012, le Groupe de soutien technique a participé activement, avec le Groupe de travail du Dialogue international, à la définition d'indicateurs pour les Objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Plusieurs propositions et recommandations liées à l'Objectif n° 4 ont, à cette fin, été soumises pour examen. En mars 2013, un projet de liste comportait un indicateur lié à la sécurité alimentaire: l'évolution, exprimée en pourcentage, des prix des denrées alimentaires au cours des trois derniers mois. Il a été demandé au Groupe de travail sur les indicateurs de déterminer si le «pourcentage du budget des ménages consacré à l'alimentation» ne constituerait pas un indicateur de la sécurité alimentaire plus approprié dans le cadre de l'Objectif n° 4;
  - c) Les partenaires du New Deal se sont clairement engagés à suivre les progrès réalisés aux niveaux mondial et national, notamment en procédant régulièrement à des évaluations de fragilité, et à contrôler la mise en œuvre du New Deal. Le niveau national constitue un bon point de départ pour encourager la prise en compte des questions de sécurité alimentaire, en particulier dans les pays pilotes du New Deal qui procèdent à des évaluations de fragilité. Avec le soutien des institutions ayant leur siège à Rome, les bureaux de pays ont été encouragés à établir des liens avec les agents de contact nationaux du New Deal et le Coordonnateur résident des Nations Unies afin de montrer qu'il étaient disposés à fournir un appui aux processus du New Deal dirigés par les pays, en particulier dans le cadre de l'Objectif n° 4;
  - d) Les représentants du Groupe de soutien technique ont également pris part à différentes réunions de l'Équipe spéciale «Réforme et mise en œuvre» du Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF) ainsi qu'à la réunion du Groupe de travail sur la mise en œuvre du New Deal tenue en mai 2013 à Dubaï pour sensibiliser l'opinion publique au programme d'action et aux problèmes liés à la sécurité alimentaire.

---

<sup>2</sup> Ils comptent actuellement des membres issus du Secrétariat du CSA, du Mécanisme international de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, d'institutions ayant leur siège à Rome, du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix et de la Banque mondiale.

7. Création d'une plateforme de connaissances multipartite:
- a) Une plateforme spécialement conçue pour le programme d'action et hébergée par le Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN) a été mise en place entre janvier et mars 2013<sup>3</sup>. Quatre grands thèmes de discussion en ligne se rapportant au programme d'action ont été définis par le Groupe de soutien technique en avril 2013;
  - b) Entre avril et juin 2013, l'équipe du Forum FSN a proposé et animé deux sujets de discussion en ligne:
    - i) le premier, animé par Dan Maxwell (Feinstein International Centre) portait sur les mécanismes de financement adaptés aux cas de crise prolongée. Les participants ont noté que les professionnels avaient de bonnes idées sur ce qui devait être fait, et qu'il était possible d'améliorer les liens entre les spécialistes du développement et de l'aide humanitaire, les autorités locales, le secteur privé et les communautés touchées par les crises ou risquant de l'être. Toutefois, ce type d'investissement étant largement financé par le secteur public, il manque souvent un élément essentiel pour garantir un renforcement de ces liens et faire en sorte que la mobilisation des ressources corresponde aux connaissances et aux propositions des gens de terrain: l'engagement politique.
    - ii) la seconde discussion en ligne portait sur les enseignements tirés de la programmation axée sur la résilience, et la manière dont elle pouvait contribuer à améliorer la sécurité alimentaire dans les situations de crise prolongée; elle était animée par Malcolm Ridout (Ministère britannique du développement international). Les suggestions suivantes ont été formulées pour l'action politique ultérieure: i) mettre en place des programmes à long terme pouvant être adaptés en fonction des circonstances et basculer vers l'aide humanitaire en cas de besoin. Ceci nécessite de supprimer le clivage entre budget humanitaire et budget de développement; ii) investir pour améliorer la compréhension et la mesure de la résilience, en déterminant notamment l'ampleur à donner aux interventions pour qu'elles soient efficaces, afin de fournir des garanties raisonnables sur la valeur des investissements effectués; iii) renforcer l'investissement dans les prises de décision au niveau des autorités locales et des communautés peut aider à faire en sorte que les programmes reposent sur des informations fiables et restent souples, afin qu'il soit possible de les transposer à plus grande échelle en cas de choc et de les adapter aux circonstances.
  - c) Deux autres discussions en ligne seront conclues entre septembre et novembre 2013<sup>4</sup>;
  - d) Ces discussions en ligne, en plus de recenser et de diffuser approches, enseignements tirés et expériences concrètes pour éclairer l'élaboration d'un programme d'action, permettront également de créer autour de ce processus une communauté de pratique. Une participation large et ouverte de toutes les parties prenantes a été activement encouragée;
  - e) La mise en ligne d'un portail complémentaire d'information et de partage des connaissances est envisagé d'ici à la fin de l'année 2013 sur [www.foodsec.org](http://www.foodsec.org).

---

<sup>3</sup> <http://www.fao.org/fsnforum/protracted-crisis/fr>.

<sup>4</sup> Deux autres discussions en ligne seront proposées, qui porteront sur i) le rôle des approches de l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées fondées sur les droits, et ii) les exemples d'incorporation de la sécurité alimentaire et des outils analytiques connexes dans les processus d'élaboration des politiques et les cadres d'analyse tels que ceux qui concernent la consolidation de la paix et les évaluations relatives à la fragilité de l'État.

8. Renforcement de la résilience, comme une activité centrale, dans certaines interventions:
- a) Renforcer la résilience dans les situations de crise prolongée est une stratégie clé pour lutter contre l'insécurité alimentaire. La conception des orientations politiques reposera à la fois sur le concept et sur les expériences de programmation axée sur la résilience.
  - b) Pour comprendre la résilience et être en mesure de la renforcer à grande échelle, il est indispensable de pouvoir en mesurer les effets aux niveaux du ménage, de la communauté et du pays. Des données empiriques doivent venir illustrer les facteurs qui contribuent de manière constante à la résilience, aux différents types de chocs et dans les différents contextes;
  - c) Une consultation d'experts sur la mesure de la résilience a été organisée par la FAO et le PAM en février 2013 ; un groupe de travail technique continue de travailler sur le sujet<sup>5</sup>. Ce travail devrait déboucher sur: une amorce de mesure de la résilience; un cadre analytique commun pour la mesure de la résilience; des directives techniques pour la mesure de la résilience; un ensemble commun d'indicateurs de base pour la mesure de la résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire; et un examen du matériel pédagogique disponible portant sur la mesure de la résilience et son adaptation aux différents contextes;
  - d) Le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, lancé en octobre 2012, est un mécanisme cadre qui permet de faciliter le travail sur la mesure de la résilience. Né de l'initiative conjointe de la FAO, du PAM et de l'IFPRI, il constitue une communauté de pratique visant à améliorer la disponibilité des informations sur la sécurité alimentaire dans les pays en développement;
  - e) Des analyses de la résilience ont été effectuées par plusieurs pays (Éthiopie, Kenya, Territoire palestinien occupé). En juin 2013, une analyse de la résilience a été achevée au Soudan du Sud et les premières conclusions d'une analyse semblable menée au Niger ont été présentées à l'occasion d'un atelier, en juillet 2013. Des analyses du même type seront réalisées au Burkina Faso et dans le Territoire palestinien occupé dans les mois à venir;
  - f) Les évaluations d'impact se fondent sur les résultats des analyses de la résilience (un «indicateur de résilience» national) pour mesurer l'impact d'un projet. Des évaluations d'impact sont en cours en Somalie et au Soudan du Sud. En Somalie, elle s'inscrit dans la lignée de l'initiative conjointe à l'échelle du pays de la FAO, du PAM et de l'UNICEF intitulée «renforcer la résilience en Somalie»;
  - g) Le Groupe de soutien technique du programme d'action recueillera les enseignements tirés et les recommandations en matière d'élaboration de politiques issus des discussions en ligne, ainsi que d'autres retours d'information provenant de la communauté de pratique sur l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées;
  - h) Dans le cadre du Renforcement de la gouvernance mondiale pour la lutte contre la faim<sup>6</sup>, un cours de formation en ligne sur l'analyse de la résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire a été mis au point; il introduit le concept de résilience et son utilisation possible dans l'analyse de la sécurité alimentaire.

---

<sup>5</sup> Ce groupe de travail technique se compose de représentants de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), de l'Agence des États-Unis pour le développement international (AID), du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), de l'Université Tulane, de TANGO International, de l'Université Cornell, de l'Université de Florence, de l'UNICEF, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, de la FAO et du PAM.

<sup>6</sup> Le programme [Renforcement de la gouvernance mondiale pour la lutte contre la faim \(GCP/INT/130/EC\)](#), financé conjointement par la FAO et la CE, a pour but d'améliorer l'efficacité de la collaboration de la communauté internationale en matière de lutte contre la faim et la malnutrition. Il est mis en œuvre par la FAO en collaboration avec le FIDA et le PAM, et prendra fin en décembre 2015.

## **B. Processus d'élaboration d'un programme d'action**

9. Un processus de consultation inclusif a été lancé en avril 2013 avec la création par le Bureau d'un Groupe de travail multipartite à composition non limitée sur le programme d'action, sous la houlette du Kenya et des USA, agissant en tant que coprésidents.
10. Des réunions officielles entre les coprésidents du Groupe de travail et les parties prenantes du CSA ont été tenues en mai 2013. La première réunion du Groupe de travail s'est tenue en juillet 2013, avec pour principal résultat l'approbation d'un canevas pour le programme d'action, notamment sa structure et la description du contenu attendu. Il propose l'élaboration de plans d'action ou de feuilles de route pour deux ou trois situations de crise prolongée, ainsi que la définition de «contextes de référence» pour les crises prolongées, sur une base volontaire.
11. Le Comité directeur et le Groupe de soutien technique ont fourni une orientation et un appui constants au processus par l'intermédiaire de différentes activités:
- a) Examen préliminaire des initiatives internationales existantes et orientation politique pertinente pour l'insécurité alimentaire pendant les crises prolongées, afin d'éviter les doublons et de recenser les lacunes (avril 2013-en cours);
  - b) Préparation du matériel de référence pour les consultations informelles (avril-mai 2013);
  - c) Élaboration d'une proposition de canevas pour le programme d'action pour examen par le Groupe de travail à composition non limitée en juillet 2013 (mai-juin 2013).
12. Outre les discussions électroniques sur des sujets clés, une manifestation en marge du Forum mondial sur la recherche agricole (FMRA) et du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) a été organisée à l'occasion de la Semaine africaine des sciences agricoles à Accra, en juillet, 2013, en vue d'explorer les possibles synergies avec d'autres processus en cours.
13. D'autres activités de partage d'information et de sensibilisation sont prévues dans les mois à venir. Elles s'inscriront dans le prolongement d'autres initiatives, selon qu'il conviendra, organisées par des instances telles que les conférences régionales de la FAO, la plateforme de partenariat du PDDAA, l'Union africaine (qui a désigné 2014 Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire), le Dialogue international pour la consolidation de la paix et l'édification de l'État et d'autres processus régionaux et internationaux.
14. Un financement adéquat dans le cadre du Programme Renforcement de la gouvernance mondiale pour la lutte contre la faim est disponible pour le processus de consultation, comme proposé à la section III ci-dessous.

### III. LA VOIE À SUIVRE

15. Un calendrier révisé est proposé sur la base des conclusions de la réunion du Groupe de travail à composition non limitée tenue en juillet:

Activité	Calendrier
Examen du canevas annoté par le Groupe de travail à composition non limitée	25 octobre 2013
Discussions électroniques supplémentaires sur le Forum FSN (sur des thèmes clés liés aux mesures immédiates)	Septembre-novembre 2013
Élaboration de l'avant-projet	Octobre 2013-janvier 2014
Examen de l'avant-projet par le Groupe de travail à composition non limitée	Février 2014
Consultation mondiale ( <i>peut-être dans une région pertinente</i> )	Mars-avril 2014
Événements spéciaux lors des conférences régionales de la FAO <sup>7</sup>	Février-mai 2014
Élaboration du premier projet	Avril-mai 2014
Examen préliminaire du premier projet par le Groupe de travail à composition non limitée	Fin en mai 2014
Négociation du premier projet par le Groupe de travail à composition non limitée ( <i>débouchera sur la version finale</i> )	Juin-juillet 2014
Approbation du programme d'action à la quarante et unième séance plénière du CSA	Octobre 2014

<sup>7</sup> Sous réserve de l'approbation des organisateurs des conférences.